

Rapport annuel sur l'état de la France en 2016

Déclaration du groupe CFTC

L'organisation de l'avis autour de la cohésion sociale, de la préparation de l'avenir et de la qualité de la vie, structure celui-ci de façon pragmatique et cohérente.

La progression du PIB de 1,3 %, génère mécaniquement des moyens supplémentaires au service de la cohésion sociale.

Si les inégalités de revenus semblent se réduire depuis 2013, il demeure d'importants et inacceptables écarts entre femmes et hommes.

Si les politiques fiscales et sociales menées depuis l'après-guerre permettent de réduire les inégalités, la CFTC s'inquiète des effets d'un certain nombre de mesures récentes concernant la politique familiale. Elle souhaite que soient affinés les outils statistiques permettant d'appréhender la situation réelle de la classe moyenne.

Du fait des effets de seuil, liés à leur revenu, de plus en plus de familles ont une situation nette de « reste à vivre » inférieure à des familles ayant un plus faible revenu mais bénéficiant d'aides et d'exonérations diverses. Cette situation réelle est source d'incompréhensions et de frustrations nuisibles à la cohésion sociale.

Malgré de nombreux efforts, force est de constater que le taux d'emploi des jeunes et des seniors reste dramatiquement faible. Pour la CFTC, l'objectif ne peut qu'être le plein emploi et non l'inversion d'une courbe.

La constatation d'un décrochage dans les publications scientifiques comme dans les dépôts de brevet est une grande source d'inquiétude. La CFTC approuve l'avis quand il préconise une meilleure évaluation de l'effort financier consenti par la Nation en terme de recherche et développement, afin d'améliorer les performances des outils existants.

Le poids de l'endettement public reste une préoccupation importante. C'est à juste titre que l'avis préconise que soit mesuré l'impact sur l'économie d'une possible remontée des taux d'intérêts.

Si la COP 21 a été l'occasion d'une plus grande sensibilisation des décideurs aux enjeux d'un équilibre énergie-climat, reste à concrètement aboutir à un développement réellement durable.

La CFTC note que si l'analyse par lieu de résidence ou genre est peu différenciante, c'est la faiblesse des liens sociaux qui est relevée par de nombreux Français. L'extension de l'ouverture des grandes surfaces le dimanche, le soir, et les jours fériés est, pour la CFTC, un des éléments participant à cette faiblesse, du lien social et familial.

Nous approuvons les préconisations de l'avis, concernant la réduction du chômage, la lutte contre le décrochage scolaire, la lutte contre les inégalités, l'indispensable limitation de l'instabilité législative et fiscale.

Cet avis fait une large place à la confiance collective que nous devons développer, à cette communauté de destin qui peut et qui doit s'appuyer sur les formidables atouts que possèdent notre pays.

Un seul exemple qui montre combien nous avons de ressources encore trop mal utilisées.

Dans un monde où l'espace devient une denrée de plus en plus recherchée, savez-vous que la France est la deuxième puissance maritime mondiale derrière les États-Unis d'Amérique, avec plus de 11 millions de km², à comparer avec les 643 801 km² de l'Hexagone.

Un champ de développement considérable s'ouvre à nous à travers une protection et une conquête des ressources marines, responsables, durables, créatrices d'emplois tant en métropole que pour les ultra-marins.

L'état de la France, c'est aussi la volonté collective de valoriser nos atouts pour préserver et développer le vivre-ensemble, sans lequel il n'y a pas de démocratie. Le groupe de la CFTC a voté cet avis.